

Il y a deux cents ans

***Le licenciement du régiment de Courten**

***Voyage d'exil d'un prêtre réfractaire de Lyon à St-Maurice**

1792 est une date qui intéresse le Valais à deux titres au moins. C'est, d'une part, la fin (provisoire) du service mercenaire en France ¹, donc le licenciement du régiment valaisan de Courten au service de France; c'est, d'autre part, un durcissement de l'attitude des autorités françaises à l'égard du clergé réfractaire ² avec, comme conséquence locale, l'arrivée en Valais de nombreux ecclésiastiques «exilés». Dans un cas comme dans l'autre, la «rupture» des liens avec la France se fait de manière pénible, voire dramatique. Il en reste de nombreux témoignages qui présentent les institutions de la Révolution comme abusives et les hommes de la Révolution comme les meneurs, doctrinaires et démagogues, d'une populace exaltée, ivre d'illusions et de rancœurs. S'il apparaît parfois que ce jugement sur la France de 1792 pourrait être plus nuancé, voire opposé, ce n'est le plus souvent qu'à travers des remarques de témoins qui morigènent certains de leurs compatriotes pour des prises de position qu'ils jugent indignes d'eux. Ainsi reproche-t-on aux officiers bas-valaisans du régiment de Courten d'avoir des sympathies pour la Constitution, voire pour la République par haine atavique du Haut-Valais ³. Ainsi, le Valais, apparemment unanime – mais à condition d'oublier les événements bas-valaisans de 1790 et 1791 – a choisi son camp; son opinion publique voit en la Révolution le triomphe du désordre et de l'impiété, une idéologie qui s'oppose à la «saine démocratie patricienne» du pays. Les témoignages monocolors de l'époque contribuent à forger des mentalités conservatrices ou nostalgiques de l'ancien ordre politique. A ce titre, ils sont particulièrement importants et dépassent la seule anecdote.

Je propose deux documents qui racontent des faits et montrent des comportements générateurs d'un esprit de refus de l'ordre nouveau, «démocratique», révolutionnaire et républicain.

Le premier rapporte la fin du régiment de Courten. Il s'agit d'un «journal» du capitaine Louis de Courten que je donne dans la transcription

¹ Loi du 20 août 1792.

² Décret de bannissement des ecclésiastiques réfractaires du 26 août 1792.

³ «Les capitaines Léopold de Nucé et Emmanuel de Rivaz adhèrent plus particulièrement aux idées démocratiques, car, jusqu'au régiment, ils ne peuvent se défaire de leur ressentiment héréditaire envers les Hauts-Valaisans», rapporte Eugène de Courten. Cf. aussi Pierre-Alain PUTALLAZ, «L'activité de Léopold de Nucé au Grand Conseil helvétique du 14 mai 1798 au 7 août 1800», dans *Vallesia*, XXVII, 1972, pp. 19-72, notamment pp. 20-23; Alec GONARD, *Un Valaisan au service de France. Vie du général de Rivaz 1745-1833*, Neuchâtel 1943, 290 p., notamment pp. 169-177.

d'Eugène de Courten établie en 1936 ⁴, collationnée par mes soins. Ce texte a été utilisé plusieurs fois déjà ⁵, mais toujours partiellement à ma connaissance.

La Diète de la Confédération, comme celle du Valais, avait imaginé un licenciement rapide aux frontières de la Suisse, précédé d'un déplacement en corps et en armes ⁶; l'Assemblée nationale française imposera le désarmement immédiat sur les places de garnison et le retour des régiments au pays par groupe de 20 hommes désarmés au maximum ⁷; plus encore, en faisant traîner les opérations de licenciement et en remettant toujours à plus tard le versement des soldes et autres arriérés, elle tentera de se donner le temps d'enrôler dans des corps français une partie aussi importante que possible des mercenaires suisses. Le rapport de Courten, quoique terre-à-terre, est cependant révélateur de la débâcle du régiment. C'est un officier consterné et bouillant d'une colère mal dissimulée qui relate la «saisie» des drapeaux du régiment ou l'humiliation des démarches, toujours vaines, des officiers auprès des autorités françaises dont les réponses dilatoires sont de véritables affronts. La seule fierté, dont il peut encore faire état, est que le régiment n'ait guère cédé aux sollicitations de recruteurs persuasifs: 166 hommes, sur 977 ⁸.

Le second document ⁹ raconte le voyage d'exil d'un prêtre «anonyme» ¹⁰. Ce voyage, organisé en catastrophe à la suite des émeutes lyonnaises de la nuit du 9 au 10 septembre 1792 (dont sont victimes sept officiers mercenaires et trois ecclésiastiques)¹¹, commence le 10 à Lyon et s'achève à Saint-Maurice le 27 septembre 1792. Il prend les allures d'une fuite, d'abord en France les 10 et 11 septembre devant les révolutionnaires, bientôt en Savoie devant les armées françaises. Ces dernières, en effet, se répandent rapidement

⁴ Incluse dans un dactylogramme pour un exposé intitulé *Les trois dernières années et le licenciement du régiment suisse de Courten au service de France 1789-1792*. — Mme Nathalie Barberini-de Courten a eu la bonté de rechercher ce document dans les affaires de son père et la satisfaction de l'y retrouver dans un registre intitulé «Protocole», aux pages 120 bis-126; elle l'a déposé aux AEV, fonds de Courten, B 8/3. Je l'en remercie vivement.

⁵ Notamment dans *Famille de Courten. Généalogie et services étrangers*, Metz, 1885; dans Jean-Charles DE COURTEN, «Le régiment de Courten», dans *Annales valaisannes* 1917, pp. 33-43.

⁶ Voir, dans le *Journal...* ci-après, la *Journée* du 12.

⁷ Loi du 20 août 1792, art. 7: «Le Pouvoir exécutif est chargé de pourvoir à la sûreté de tous les officiers et soldats suisses qui voudront se retirer et de veiller à ce qu'ils soient traités comme d'anciens alliés; mais ils ne pourront se rendre aux frontières que par détachements qui n'excèdent pas vingt hommes, et ils seront sans armes...»

⁸ Ce sont les chiffres que donne le *Journal* ci-après, p. 8 et note 19.

⁹ AEV, fonds Charles Allet, P 217 bis: cahier de 20 pages, dont 19 sont utilisées. Ce document, qui m'a été signalé par M. Bernard Truffer, archiviste d'Etat, a été transcrit par Mlle Geneviève Dumoulin et collationné par moi-même.

¹⁰ D'après Alexis ABBET, *Les prêtres français émigrés à St-Maurice en Valais pendant la Grande Révolution*, Fribourg 1896, 20 p. (tiré à part de la *Revue de la Suisse catholique* 1894), il pourrait s'agir soit de M. Vital Vallon de Thourieux, soit de M. Deschamps de la Madeleine, tous deux chanoines et baroins de St-Just de Lyon. L'auteur du *Précis de mon voyage...* dit en effet qu'ils sont trois à loger chez M. le banneret de Quartéry, mais la liste publiée par M. Abbet donne quatre locataires chez le banneret, d'où l'hésitation. — J. BEYSSAC les ignore dans *Les chanoines de l'Eglise de Lyon*, Lyon, 1914; 332 p.

¹¹ Voir *Précis de mon voyage...* ci-après.

dans toute la Savoie ¹²; elles assiègent Chambéry – où il est encore – dès le 21 septembre, la prennent le 24; elles sont à Carouge quand notre voyageur est à Chêne-Bourg (le 23); on les dit à La Roche-sur-Foron quand il s'enfuit de Bonneville (le 23 au soir).

Ce récit est un aide-mémoire, on ne peut en dire plus sur sa destination. Il est écrit presque sans ratures. Il n'exclut pas des redites, des lourdeurs de style, même pas des retours en arrière au gré de souvenirs qui se font tout à coup plus précis, mais trop tard pour être à leur place dans le texte. Tel quel cependant, il en dit beaucoup sur la mentalité de son auteur, sur sa position sociale; il est révélateur par l'abus même de certains clichés; surtout, il intéresse par l'usage de tons divers: effroi et hostilité en se remémorant le comportement des troupes révolutionnaires; pitié sur soi et sur ses compagnons d'infortune d'avoir à subir les humiliations des agents français ou d'avoir à passer des montagnes difficiles dans des conditions détestables de pluie et de neige; politesse et bon usage en présence de bienfaiteurs et de dames apitoyées. Il se dessine même à la fin du texte une image de la vie sociale, à Saint-Maurice, animée par des ecclésiastiques exilés, la plupart de haut rang: ce ne sont qu'évêques, vicaires généraux, chanoines, directeurs et professeurs de séminaire; on imagine le discours qu'ils peuvent tenir sur les événements de France ¹³.

* * *

L'orthographe et la ponctuation des deux documents ont été modernisées. Les personnages mentionnés – à l'exclusion des de Courten et des officiers du régiment valaisan – ont été identifiés lorsqu'ils pouvaient l'être sans recherches trop spécialisées. Les auteurs consultés, les papiers examinés présentent des graphies variées pour les noms de personnes et de lieux, aussi quand ceux-ci n'ont pu être identifié, on leur a conservé la forme qu'ils ont dans le document publié. Enfin, on a introduit des sous-titres dans le *Précis de mon voyage*...

Pierre Reichenbach

¹² La Savoie est officiellement annexée à la France le 27 novembre 1792.

¹³ Sur les ecclésiastiques exilés en Valais, voir le mémoire de maîtrise de Michèle DUPONT, *Les ecclésiastiques français et savoyards réfugiés en Valais pendant la Révolution, 1792-1798*, Nantes-Angers 1984, dactylogr.

Journal des événements qui ont précédé et accompagné le licenciement du régiment suisse de Courten de la république du Valais ¹⁴

par

Louis (-François-Régis) DE COURTEN (1746-1817)

/p. 120 bis/ Le décret de l'Assemblée nationale pour le licenciement des régiments suisses avait été porté le 20 août 1792 ¹⁵ et fut annoncé le 22 du même mois dans l'armée du Nord par la voie des papiers publics.

Quelques jours après, le régiment perdit plusieurs hommes par désertion qui s'engagèrent dans un bataillon franc de nouvelle levée dont le rassemblement se faisait à Saint-Amand. Ce mal continuant les jours suivants, M. [Elie] de Courten, major commandant le régiment, adressa ses plaintes à M. Moreton de Chabillant ¹⁶, commandant sur la frontière du nord, lequel, loin de redresser une pareille infraction, ne daigna pas seulement lui répondre, mais au contraire donna des ordres positifs à M. de Sinceni [Sinceny ?], colonel du 3^e régiment d'artillerie, par une lettre en date du quartier-général de Saint-Amand le 3 septembre 1792, de rechercher et [d']engager les hommes du régiment.

Le corps municipal de Valenciennes observait le même principe et le régiment, travaillé par les différentes autorités, par tous les soldats de la garnison et par le peuple, nous annonça une prochaine dissolution; ce qui fit faire à M. le major et à MM. les capitaines ¹⁷ /p. 119 ter/ le 8 septembre la démarche de solliciter des trois commissaires de l'Assemblée nationale ¹⁸ l'exécution du

¹⁴ Le dactylogramme de ce document, établi par Eugène de Courten (1901-1975), porte les indications suivantes: «Ici finit le journal écrit de la main du capitaine Louis de Courten dans un protocole du régiment, ramené en Suisse par le capitaine François de Courten, puis à Bazoncourt par Louis-Régis de Courten, et ramené à Sion dans les archives de la famille, en 1930, par Eugène de Courten.» — Ce sont MM. Dr Henri et Maurice-Edmond de Courten qui m'ont suggéré de marquer le 200^e anniversaire de cet événement.

¹⁵ Art. 1. — L'Assemblée nationale [...] décrète que les régiments suisses, ou des pays alliés de la Suisse, cessent d'être comme tels au service de la France.

¹⁶ Jacques-Henri-Sébastien-César Moreton-Chabillant, 1752-1793, général, d'après Georges Six, *Les généraux de la Révolution et de l'Empire, 1792-1814*, Paris 1948 (cité Six) et d'après *Famille de Courten, Généalogie et services militaires*, Metz 1895; Joseph-Dominique Moreton de Chabillant, 1744-1794, général, d'après Eugène de Courten.

¹⁷ Charles de Preux, François de Courten, Joseph Venetz, Arnold de Courten, Eugène de Courten, Louis de Courten, Jean-Joseph Chappelet, Joseph de Courten, Jean-Michel Nantermod, Emmanuel de Bons, Jean-Joseph Claret, Benjamin de Nuccé, Jean-Aloys de Kalbermatten, Ignace de Courten, Marc de Courten, Hyacinthe de Preux, Christophe de Courten. Léopold de Nuccé et Emmanuel de Rivaz ont été déclarés «inhabiles de servir en le régiment de notre Etat» en diétine d'août 1791.

¹⁸ Antoine Dubois de Bellegarde (ca 1740-1825), Jean-François-Bertrand Delmas (1754-ca 1800), Louis Thibaut Dubois-Dubais (1743-1834), tous trois députés à la Convention (Pierre LAROUSSE, *Grand dictionnaire encyclopédique du XIX^e siècle*).

décret portant notre licenciement. Ils répondirent qu'ils n'en avaient encore point reçu l'ordre officiel, mais qu'ils croyaient le recevoir incessamment.

C'est ici le cas de faire la réflexion que sans la démarche du chef et des capitaines l'exécution du licenciement aurait encore été retardée. L'affectation avec laquelle il a été annoncé vingt jours à l'avance prouve évidemment la facilité que l'on voulait donner aux différents corps qui nous entouraient d'enrôler nos hommes. L'exécution et la réussite de cette manœuvre, ordonnée comme je l'ai dit ci-dessus par le commandant en chef et mise en œuvre par les corps administratifs, en est une seconde preuve qui a enlevé 166 hommes au régiment ¹⁹ avant son licenciement.

Journée du 10 [septembre 1792]

M. le major commandant le régiment reçut l'ordre entre 7 et 8 heures du matin de faire prendre les armes au régiment qui se trouva en conséquence en bataille sur la place d'armes de Valenciennes à 10 heures du matin.

Arrivèrent à onze heures les trois commissaires et le commandant de place ²⁰.

M. le major réunit alors au centre du régiment tous les chefs des compagnies qui adressèrent leurs réclamations aux trois commissaires par qui elles furent très bien reçues; ils les engagèrent à compter sur la loyauté de la nation française et qu'ils seraient satisfaits d'après leurs mémoires de toutes leurs prétentions.

Les chefs de compagnie retournèrent à leurs postes et on fit à chaque compagnie la lecture du décret de licenciement. Il fut ordonné ensuite que chaque compagnie irait déposer ses armes à l'arsenal. M. Moreton de Chabillant, une heure après, donna l'ordre que le régiment le lendemain matin onze délogea des casernes.

Le régiment entra dans son quartier d'où il porta de suite ses armes et sa buffleterie à l'arsenal, par compagnie, le capitaine à la tête. Le garde-magasin destiné à le recevoir s'y trouva et en admira la bonté et le bon état.

A trois heures de l'après-midi, M. Moreton de Chabillant donna l'ordre à M. le major de faire porter les drapeaux à la Maison commune. Sur la représentation du chef du régiment que les drapeaux appartenaient au colonel, ce même général employa le ton le plus dur et le plus impératif, et ordonna de par la loi de les rendre, et fit aussitôt accompagner M. le major chez lui par un lieutenant-colonel de gendarmerie nationale auquel il ordonna d'examiner si les quatre drapeaux étaient encore au logement du commandant du régiment, et de les garder jusqu'à ce qu'il les eût fait chercher. Une heure après, le commandant de la place vint prendre les drapeaux, et escortés par /p. 120 ter/ six gendarmes nationaux qui s'étaient trouvés à l'avance chez M. le major, ils furent conduits à la Maison commune en traversant la ville.

¹⁹ L'effectif du régiment était de 977 hommes (adjonction d'une autre main).

²⁰ Jean-Henri Becays-Ferrand de Lacausade, 1736-1805, maréchal de camp (Six).

Peut-on voir sans indignation un chef destiné par son état à faire respecter la foi des traités et le droit des gens, faire voler par force armée des drapeaux qui étaient une propriété du colonel?

Dans le temps que cette scène d'iniquité se passait, MM. les capitaines étaient assemblés chez M. François de Courten pour dresser le mémoire de leurs réclamations. Ce dernier, conjointement avec MM. de Bons et de Nucé (Benjamin) furent députés auprès des commissaires pour qu'ils ordonnassent le paiement de l'armement qui avait été déposé le matin à l'arsenal. Ces MM. répondirent que, n'étant pas chargés de la partie des finances, ils ne pouvaient ordonner le paiement, mais que nous pouvions en dresser notre mémoire et celui des autres prétentions que nous avions à former, qu'ils l'enverraient par un courrier qu'ils expédieraient exprès, et que sous trois jours nous aurions réponse du pouvoir exécutif.

Le mémoire demandé leur fut remis le même jour à huit heures du soir, et M. de Bellegarde, l'un d'eux, en ayant pris lecture, dit à M. du Bois du Bey, qui était à ses côtés, que nos réclamations étaient des plus justes et qu'il pensait que l'on pouvait faire délivrer un acompte à MM. les capitaines pour solder leurs soldats dont les décomptes devaient être expédiés jusqu'au 18, époque de cessation de paiement.

C'est ici où la scène a changé de face et où les promesses qui avaient été faites le matin à MM. les capitaines avant le désarmement du régiment sont restées sans effet. Cela paraîtra encore mieux dans la suite de ce journal, où l'on verra que c'était un plan de conduite concerté et combiné; car enfin comment imaginer qu'il soit possible que des commissaires à qui il avait été transmis assez d'autorité pour dissoudre un corps, n'avaient pas aussi reçu celle de régler ce qui était une suite nécessaire de cette même dissolution?

Journée du 11

Le 11 au matin le régiment évacua les casernes relativement à l'ordre qu'il en avait reçu la veille.

C'est le cas d'observer que cet ordre fut donné d'une manière très dure au commandant du régiment, et que ces mêmes casernes restèrent vacantes encore huit jours après leur évacuation. Ce procédé était trop dur et trop malhonnête pour n'avoir pas son motif. Mais le but fut rempli, et le régiment fut logé par deux chez l'habitant pour le diviser d'autant mieux et ôter à MM. les capitaines les facilités de communication avec leurs soldats, /p. 121/ et les rendre par là plus faciles à la séduction.

M. François de Courten se rendit dans la même matinée chez les trois commissaires pour obtenir d'eux un ordre de paiement acompte de ce qui pouvait être dû au régiment. Il se flattait d'autant plus de l'obtenir que la veille au soir ces MM. y paraissaient disposés; mais il fut entièrement trompé dans son attente et il n'obtint rien.

Journée du 12

M. de Courten, major commandant le régiment, forcé d'accélérer son départ, remit à M. François de Courten la lettre de la Diète d'Aarau par laquelle il était enjoint aux commandants des régiments suisses de réclamer que les troupes sous leurs ordres conservassent, en se retirant dans leur patrie, leurs armes et [leurs] drapeaux jusqu'aux frontières de la Suisse.

M. François de Courten, muni de cette lettre, se rendit aussitôt avec M. Charles de Preux auprès des commissaires pour leur faire part de la demande du Corps helvétique. L'un d'eux, M. Delmas, répondit qu'il ne doutait pas que si la Diète d'Aarau avait adressé sa demande à l'Assemblée nationale, celle-ci ne l'eût accordée, mais qu'ils ne pouvaient s'écarter de l'article 7 du décret qui porte que «Les régiments suisses ne pourront se rendre aux frontières que par détachements qui n'excéderont pas vingt hommes, qui seront sans armes». Le régiment se trouvant déjà désarmé, M. François de Courten crut devoir faire expédier aussitôt les congés des soldats pour les délivrer des séductions et de la malveillance du peuple qui aurait pu éclater contre eux dans le cas où la ville de Valenciennes aurait été investie par l'armée autrichienne, comme elle en était menacée.

Journée du 13

M. François de Courten fit demander à MM. les capitaines un état des hommes qui avaient 20 à 30 ans de service, et au-delà. Il espérait qu'aux termes de l'article 6 du décret de licenciement, on accorderait des récompenses à d'anciens militaires qui les avaient bien méritées.

On fit partir le même jour un exprès pour Lille chargé de demander au Trésorier les décomptes du régiment. MM. les capitaines travaillaient avec la plus grande activité aux décomptes de leurs soldats.

Journée du 14

Dans la matinée, M. François de Courten se rendit auprès des commissaires pour savoir la réponse de l'Assemblée nationale sur le mémoire des réclamations présenté le 10 par MM. les capitaines. Mais un des trois commissaires ayant /p. 122/ laissé entrevoir des doutes sur l'envoi de ce mémoire, il fut facile de juger qu'il n'était point parti, et MM. les commissaires ne pouvant plus se servir de ce prétexte, eurent recours à celui de nous dire que sous peu de jours il devait arriver trois autres commissaires, chargés de la part du pouvoir exécutif du mode réglementaire qui devait terminer et aplanir les comptes du régiment.

Journée du 15

M. François de Courten fit de nouvelles instances auprès des commissaires et du trésorier pour obtenir un acompte sur le paiement des armes. Cela devenait d'autant plus pressant qu'il était indispensable de venir au secours de MM. Venetz et de Kalbermatten qui se trouvaient dans le plus grand danger de persécution à l'égard de leurs soldats faute de moyens de les satisfaire de leurs décomptes. La terrible position de ces MM. fut représentée de la part de M. François de Courten avec toute l'énergie et l'intérêt qu'inspirait leur situation, mais MM. les commissaires n'en furent point touchés, et M. François de Courten n'obtint rien.

C'est à ce sujet qu'après avoir fait cette tentative inutile, M. François de Courten proposa à MM. les capitaines de faire un emprunt de 7200 livres au 5%. La pluralité des sentiments approuva cette proposition et l'emprunt fut fait. Cette conduite était indispensable: il fallait absolument sauver MM. de Kalbermatten et Venetz, ainsi que tous les officiers présents au corps, de tous mouvements séditieux.

Les décomptes du régiment arrivèrent le même jour de Lille et M. François de Courten ne perdit pas un instant pour les porter au Trésorier chez lequel il insista sur le paiement de 18000 livres qui revenaient au régiment pour les décomptes de juillet, août et les 18 premiers jours de septembre.

La sollicitation de M. de Courten aurait été infructueuse si M. Malus ²¹, commissaire principal du département du Nord, n'y avait jointe la sienne qui fut des plus pressantes et qui nous fit obtenir un acompte de 12000 livres. Nous devons rendre à M. Malus la justice de dire qu'il est le seul en qui nous ayons trouvé cet intérêt honnête et sensible dans la crise affligeante que l'on se plaisait à nous faire éprouver.

Les hommes proposés pour les invalides furent présentés le même jour à M. Moreton de Chabillant qui ne voulut rien prononcer sur leur sort, mais qui se contenta seulement de les pérorer pour les engager à s'incorporer dans les régiments français en attendant la décision de l'Assemblée nationale. /p. 123/

Journée du 16

M. François de Courten reçut la lettre du Souverain de la république du Vallais qui imposait aux officiers et soldats du régiment l'obligation de rentrer dans leur patrie sous le terme d'un mois.

Une grande partie des officiers et des soldats étant déjà partis, et tous ceux des soldats qui restaient encore au corps étant logés chez le bourgeois, il fut impossible à M. François de Courten de les réunir pour leur donner connaissance de l'ordre souverain. Ayant d'ailleurs lieu de craindre que cette

²¹ Albert SOBOUL, dans *Dictionnaire historique de la Révolution française*, à l'article «Pache», dit: «...Dumouriez notamment se déchaîna contre le ministre [Pache] après l'arrestation, décrétée le 22 novembre [1792], des fournisseurs à l'armée de Belgique. Malus fut remplacé par Ronsin, nommé commissaire ordonnateur des guerres...»

connaissance n'eût mis tous les officiers en butte à la haine des administrateurs et à la persécution du peuple, M. François de Courten fut obligé d'user de la plus grande circonspection pour faire part de l'ordre souverain à ceux des officiers qu'il intéressait le plus.

Journée du 17

M. François de Courten présenta aux commissaires dans la matinée l'état des invalides. Etonnés du grand nombre, ces MM. dirent que partie devait entrer dans les corps de nouvelle levée, et sur les représentations que leur fit M. de Courten des longs services des uns et des infirmités des autres, ils reprochèrent avec un air très surpris de ce qu'on les avait conservé aussi longtemps au régiment. A quoi M. François de Courten répondit que, depuis 1789, il n'avait plus été accordé d'invalides, ce qui était la cause qu'ils s'étaient accumulés.

Dans l'après-dîner du même jour, M. François de Courten, accompagné de MM. Louis de Courten et Hyacinthe Preux furent chez le commissaire chargé de la police du régiment pour qu'il désignât la personne à qui devaient être remis les effets du régiment restant en magasin. Il parut goûter la justice de cette demande et les pria honnêtement de repasser chez lui à trois heures de l'après-dîner, ce qui fut effectué. Mais il avait changé son ton et ses dispositions; il avait sans doute été influencé de l'esprit de persécution dont nous éprouvions les funestes effets depuis le 10. Il dit d'un ton très impérieux qu'il ne recevrait nos effets de magasin qu'au prix de 1790, et qu'il voulait ni de nos boutons ni de nos épaulettes. M. François de Courten en porta ses plaintes à M. Ferrand, maréchal de camp commandant de la place, et à M. Malus, commissaire principal. Ce premier était dans la coalition de nos persécuteurs et le second témoigna toujours le même intérêt sur les procédés durs du commissaire chargé de la police du régiment. /p. 124/

Journée du 18

M. de Courten, ayant appris qu'il était arrivé trois nouveaux commissaires de l'Assemblée nationale, dans l'espérance que c'étaient ceux qui lui avaient été annoncés pour apporter le mode réglementaire de licenciement du régiment, rassembla MM. les officiers restants (une grande partie était déjà partie) pour leur faire une visite de corps; mais ce fut avec peine qu'il vit qu'ils n'avaient aucune mission concernant le régiment et qu'ils venaient seulement pour faire l'inspection des armes de la manufacture de Maubeuge.

Néanmoins on leur fit l'exposé de la situation du régiment, et du triste sort des vieux serviteurs pour lesquels on n'avait obtenu jusqu'alors aucune réponse favorable. M. Duhem ²², un des trois nouveaux commissaires, exhorta

²² Vraisemblablement Pierre-Joseph Duhem, 1760-1807, député à la Convention.

les autres à s'occuper du sort de ces vétérans, et ils promirent de le faire dans la journée.

M. de Courten y retourna à sept heures du soir avec M. Guillaume de Lavallaz sans que cette besogne eût été entamée. On leur donna pour raison qu'on n'avait pas eu le temps de travailler à cette affaire dont on allait délibérer et qu'ils en feraient connaître le résultat le lendemain.

M. François de Courten fit de nouvelles instances pour le paiement des armes du régiment, mais toujours avec aussi peu de succès.

Journée du 19

M. François de Courten envoya le matin l'aîné de ses deux fils avec quelques vétérans auprès des commissaires pour savoir s'ils avaient statué (ainsi qu'ils l'avaient promis la veille) quelque chose sur le sort des vétérans qui se trouvaient ce jour-là sans prêt ni pain.

M. de Bellegarde répondit qu'il avait été décidé qu'ils seraient mis en subsistance à Cambrai en attendant la décision de l'Assemblée nationale qui récompenserait leurs services, que M. Moreton de Chabillant donnerait l'ordre et l'heure de leur départ.

M. de Courten fut aussitôt trouver ce général pour faire apposer son ordre au bas de l'état des invalides, lequel fut aussitôt remis au commissaire chargé de la police du régiment pour être envoyé au ministre de la guerre. Il fut remis un double de cet état à M. Ferrand commandant de la place.

L'état ordonnancé de l'argent revenant au régiment pour le logement de MM. les officiers fut présenté aussi ce même jour au trésorier par M. de Courten, sans qu'il ait pu en recevoir le montant, quoique cette somme fut exigible à l'instant. Le trésorier s'est refusé constamment /p. 125/ à la délivrer sous prétexte de la pénurie de sa caisse.

Dans le courant de cette même journée, il fut présenté à M. de Courten de la part des administrateurs et des chefs de corps beaucoup de congés à signer pour des soldats désertés avant le licenciement avec ordre de solder ce qui pouvait leur revenir par leurs décomptes. La violence seule pouvait faire obtempérer à un ordre aussi injuste et vexatoire; aussi produisit-il son effet parce que la sûreté de MM. les officiers en dépendait.

Journée du 20

M. de Courten eut encore beaucoup de congés de l'espèce ci-dessus à signer et à répondre à des soldats et surtout à des grenadiers de la seconde compagnie qui, autorisés et excités par les administrations, faisaient les réclamations les plus injustes avec menaces d'en venir aux voies de fait.

La position de M. de Courten devenait de jour en jour plus fâcheuse et même critique; ce qui le détermina à abrégier son séjour à Valenciennes, où il pouvait entrevoir qu'on formait un soulèvement contre lui. C'est pourquoi il

employa le reste de la journée à faire avec M. Louis de Courten le dépouillement des papiers du régiment pour emporter ceux dont la conservation pouvait intéresser MM. les capitaines.

A six heures du soir, accompagné du même capitaine, il fut chez le commissaire chargé de la police du régiment porter l'état des services de MM. les officiers pour être envoyé au ministère de la guerre. Il se transporta ensuite avec le même chez le trésorier pour solliciter une dernière fois le paiement de l'argent du logement de MM. les officiers; mais M. de Courten n'obtint que la réponse qu'il avait faite depuis dix jours (qu'il était sans argent).

M. François de Courten partit donc le 21 septembre, laissant le Sr Sigel, porte-drapeau, en arrière, pour finir le compte du supplément de logement du 1^{er} janvier 1791 au 18 septembre 1792, et pour donner au trésorier et au commissaire des guerres tous les renseignements nécessaires pour faire parvenir en Suisse l'expédition des comptes du régiment et autres papiers.

Réflexion

Le décret de l'Assemblée nationale pour le licenciement du régiment était fait suivant les lois de l'équité. Il était et devait être le résumé des intentions d'une nation qui veut paraître loyale et généreuse envers une autre nation qui l'a servie avec loyauté et fidélité pendant plus de 200 ans.

Mais il était réservé à une exécution contradictoire aux principes développés dans ce décret d'en détruire les effets et de porter l'amertume /p. 126/ dans le cœur de braves militaires qui n'avaient aucun reproche à se faire.

L'exacte vérité que contient ce journal prouve assez à quel point ils ont été vexés, et quel système de persécution ont suivi à leur égard toutes les autorités constituées, constamment sur la négative de toutes les demandes les plus justes. Ne doit-il pas paraître inconcevable qu'aucune espèce de mode réglementaire ou de pouvoir ad hoc n'ait suivi le décret principal, après l'avoir annoncé aussi longtemps avant son exécution.

Les Français qui vantent tant la liberté aujourd'hui en ont-ils laissé jouir chez eux une nation à qui elle appartenait par les traités et sur laquelle ils n'avaient aucun droit? Leurs différentes persécutions avaient-elles un autre but que celui de l'en priver et par la nécessité dans laquelle ils ont voulu mettre le régiment, n'était-il pas notoire que leur intention était de forcer officiers et soldats de s'incorporer à leurs troupes?

On peut encore leur demander quelles sont les mesures qui ont été prises par le pouvoir exécutif pour la sûreté de tous les individus licenciés? Plusieurs n'ont-ils pas été insultés et menacés, d'autres n'ont-ils pas été blessés à coups de couteaux? N'a-t-on pas enlevé l'argent des officiers à Pontarlier? N'en a-t-on pas dépouillé au nombre de huit de leurs épées dans cette même ville? Que répondra-t-on à ces faits? Rien sans doute de justificatif.

ANNEXE

Notes sur le régiment de Courten et sur l'un de ses annalistes, Louis de Courten

I

L'alliance de la France avec la Confédération des Treize Cantons et ses alliés (sous Louis XI en 1480, renouvelée en 1521 sous François I^{er}) permit au Valais de proposer à Louis XIV la levée d'un régiment et c'est en 1689 que la Diète décida la création du régiment de Courten, formé d'abord de 12 compagnies de 200 hommes chacune. Pendant les 102 ans de son existence, ce régiment combattit dans la guerre de Succession d'Espagne (1701-1715), dans celle de Succession de Pologne (1735-1738), dans celle de Succession d'Autriche (1740-1748) – il s'y distingua à la bataille de Fontenoy en sacrifiant 860 hommes – et enfin dans la guerre de Sept Ans (1756-1763); puis, au cours de 30 ans de paix, il fit un véritable tour de France des garnisons: Besançon, Douai, Brest, Saintes, Bayonne, Toulon, Sarrelouis, Verdun, Cambrai, Valenciennes. De 1782 à 1784, occupé à l'assèchement des marais de la Charente, il perdit beaucoup d'hommes par suite de la malaria.

Des six colonels de son régiment, tous membres de la famille de Courten de Sierre – elle compte une centaine d'officiers dans les services étrangers –, le plus illustre fut certainement le quatrième, le comte Maurice (1692-1766), militaire, diplomate, gouverneur de province et courtisan, enseveli dans l'église St-Eustache à Paris.

Les régiments valaisans qui servirent à l'étranger (France, Espagne, Piémont, etc.) furent des entreprises nationales créées en vertu de traités appelés «capitulations»; ils mirent fin au mercenariat individuel.²³

II

Louis (-François-Régis) de Courten (* 26 décembre 1746 à Valenciennes, département du Nord; † 15 juillet 1817 à Bazoncourt, département de la Moselle), enseigne 1762, lieutenant 1763, capitaine 1766 dans le régiment de Courten, auteur du récit du licenciement de son régiment (publié ci-devant), d'un journal de routes, d'un journal de sa vie et d'une relation de l'insurrection haut-valaisanne de 1799 (étudiée et publiée par Michel Salamin). Il a d'abord sous-estimé l'importance des événements révolutionnaires: «Bien des particularités relatives à la Révolution se sont passées pendant le séjour que j'ai fait à Cambrai depuis le 23 novembre 1789 jusqu'au 28 septembre 1790, mais je les passe sous silence, elles tiennent aux circonstances des temps et à l'esprit de licence qu'a opéré la Révolution.» Par contre, en 1799, lorsque les troupes révolutionnaires mirent le Haut-Valais à feu et à sang, il ne peut se contenir: «Depuis le 4 mai 1799 [...], je ne pourrais que trop citer d'exemples de ces désordres honteux qui

²³ Pour les références, ajouter à celles de la note 5 les différents textes manuscrits ou partiellement publiés de Louis de Courten (voir ci-après).

répugnent à mon souvenir et qui ont trop déchiré mon âme en maintes occasions. C'est pourquoi je les passerai sous silence, je me contenterai de dire en gros que depuis Sierre jusqu'au sommet du pays, dans une étendue d'à peu près 15 lieues, il n'est pas resté un bourg, village ou hameau qui n'ait été livré ou au feu, ou au meurtre, ou au pillage le plus affreux. La soldatesque effrénée ne s'est pas contentée de prendre tout, mais elle a cassé, brisé et anéanti tout ce qu'elle n'a pu emporter. Les églises et tout ce qui fait l'objet de notre culte et de notre vénération ont été également pillés, profanés et brisés. Les tombes des morts ont été ouvertes et la cupidité des soldats s'est portée jusqu'à remuer leurs cendres. Les représentations du commissaire du gouvernement n'ont servi à rien et, la force remplaçant la justice, le droit des gens et l'humanité, a tout fait, tout déterminé dans un pays occupé par les armées de nos alliés, appelées pour mettre à la raison et réduire à l'obéissance de la loi cinq districts insurgés et non exterminer par le fer, le feu et le pillage tout ce qui y existait. [...]» ²⁴

Maurice-Edmond de Courten

²⁴ Voir *Ecrivains militaires valaisans: choix de textes et de documents*, publiés par l'association *Semper fidelis*, Lausanne, 1983; 168 p. ill. [Contient une notice sur Louis-François-Régis de Courten et un choix de ses principaux textes] et Michel SALAMIN, «La double relation de Louis-François-Régis de Courten sur l'insurrection de 1799», dans *Pages militaires sierroises*, [Sierre, 1962].



Portrait de Louis (-François-Régis) de Courten, 1746-1817,
attribué à Melchior Wirsch, 1768
(Croix de Saint-Louis ajoutée après le 1^{er} juin 1789).
Propriété du Dr Henri de Courten, Montana.
Photo OMAH, Sion: Jean-Marc Biner.

Journée du 10.

M^r. Le Major Commandant Le regt. recut L'ordre entre 7 et 8 heures du Matin de faire prendre Les armes au regt. qui se trouva en Conséquence en Bataille Sur la place Darnes de Valenciennes a 10 heures du Matin. arrivèrent a 11 heures Les 3 Commissaires et le Commandant de la place. M^r. Le Major Reunit alors au centre du regt. tous Les chefs des Compagnies qui adressèrent leurs réclamations Aux trois Commissaires par qui elles furent très bien reçues: ils les engagèrent a compter sur la Loyauté de la Nation française et qu'ils seroient satisfaits d'après Leurs Mémoires de toutes Leurs prétentions. Les chefs des Compagnies retour-
nèrent a leurs postes et on fit a chaque Compagnie La lecture d'un décret de L'Assemblée. il fut ordonné ensuite que chaque Compagnie irait déposer ses armes a l'arsenal. M^r. Moreton de Chabillant un heure après donna L'ordre que Le regt. Le lendemain Matin, orige de logeat des Capernes. Le regt. retourna dans son quartier où il porta de suite ses armes et sa buffeterie a l'arsenal par Compagnie La capitaine ala Tete. Le garde Magasin Destiné a les recevoir s'y trouva et en admira La Bonté, et Le Bon état. a 3 heures de l'après dîner M^r. Moreton de Chabillant donna L'ordre a M^r. Le Major de faire porter Les drapeaux a la Maison Commune; sur la repre-
sentation du chef du regt. que les drapeaux appartenaient au colonel, ce même general employa le ton le plus dur et le plus impératif et ordonna de per la loi de Les rendre et fit au pirote accompagner M^r. Le Major chez lui par un Lt. Colonel d'Gendarmerie Nationale, auquel il ordonna d'examiner si Les quatre drapeaux étoient encore au logement du Commandant du regt. et de Les garder jusqu'a ce qu'il Les eut fait chercher: un heure après Le Commandant de la place vint prendre Les drapeaux et escortés par

INFANTERIE.
invalides

RÉGIMENT *supra* 1753
de *Courten*

Vu par nous Lieutenant général
des armées du Roy et inspecteur général
l'infanterie

CONGÉ MILITAIRE

Nous soussignez, certifions à tous ceux qu'il appartiendra,
avoir donné Congé absolu pour se retirer à l'hôtel royal des invalides
au nommé *Antoine* *Leiffel* *caporal* dit *caporal*
de la Compagnie d'honneur au Régiment
de *Courten* *supra* natif de *verlun* en la
Province de *lure* juridiction du *dit* *lieu*
âgé de quarante huit ans, de la taille de cinq pieds trois pouces trois
lignes, cheveux et sourcil *bruns* visage allongé une cicatrice au front
au dessus de l'oeil gauche les yeux *bruns*

FAIT à *Strasbourg* le *vingt* jour du mois de *juillet*
mil sept cent cinquante six
lequel a été vu très fidèlement dans le *dit*
régiment depuis de six années et quatre mois

Approuvé par Nous Lieutenant
général des *armées* du Roy
Courten

Certifié par Nous *Chaplain* du *dit*
régiment
Courten

Formule de congé militaire, utilisée en 1756 à l'intention d'un «invalidé»
du régiment de Courten (AEV, fonds de Courten, B8).
Photo Dominique Quendoz, Monthey.

Sceaux du régiment de Courten



Sceau aux armes des Sept-Dizains avec légende RÉGIMENT DE COURTEN. SUISSE (AEV, AV, V 24). Matrice reproduite en positif.
Photo Dominique Quendoz, Monthey.



Sceau aux armes du roi de France avec une couronne de 13 écussons
(les 13 cantons suisses) et sommé d'une légende
RÉGIMENT DE COURTEN. SUISSE (AEV, fonds de Courten, B5).
Matrice reproduite en positif.
Photo Dominique Quendoz, Monthey.

Précis de mon voyage de Lyon à Chambéry en Savoie et de Chambéry à Saint-Maurice en Bas-Valais

par un chanoine lyonnais anonyme

La persécution la plus vive ouverte contre les ecclésiastiques de France non assermentés, les décrets de l'Assemblée nationale portant que tous fonctionnaires publics, ayant refusé ou rétracté leur serment et auront persisté dans leur rétractation, seront tenus de sortir de l'étendue de leur département dans la huitaine et dans la quinzaine du royaume sous peine d'être conduits par la force publique à la Guyane française dans l'Amérique méridionale, me déterminèrent à m'expatrier pour me soustraire aux suites que devait avoir cette cruelle persécution. Les horribles attentats commis à Lyon la nuit du 9 au 10 septembre 1792 dans les personnes de 7 officiers au régiment de Royal-Pologne détenues au château de Pierre-en-Scize de Lyon, tous assassinés et décapités par une populace effrénée, ainsi que trois ecclésiastiques vénérables aussi assassinés et décapités et leurs têtes portées avec celles des officiers sur des piques à la lueur des flambeaux et des illuminations ordonnées par la populace (MM. Régny, saint ecclésiastique détenu dans les prisons de Roanne sous prétexte qu'il avait exercé son ministère dans des maisons particulières; Guillermet, curé dans la Dombes renfermé dans les prisons de St-Joseph de Lyon par jugements pour avoir, dit-on, gémi publiquement sur le sort des enfants de la première communion conduits processionnellement par les intrus ou schismatiques – fait faux – jugements rendus sur celui-ci sur fausses assertions, quelques faux témoins ayant offert inutilement de se rétracter; et Lanoix, chevalier de St-Jean /p. 2/ de Lyon, reconnu par la populace dans son travestissement en femme)²⁵, tout me déterminait à fuir.

[Départ de Lyon, 10 septembre 1792]

En conséquence, le 10 septembre 1792, je pris mon passeport pour la Savoie par le Pont-de-Beauvoisin, la seule et unique route que la Municipalité de Lyon laissait à prendre aux ecclésiastiques forcés d'aller chercher asile dans une terre étrangère. Mes chers et respectables parents voient avec peine cette séparation à laquelle ils consentirent pour ma tranquillité et ma sûreté.

²⁵ Une source contemporaine ([Aimé GUILLON], *Histoire du siège de Lyon, des événements qui l'ont précédé et des désastres qui l'ont suivi, ainsi que de leurs causes secrètes, générales et particulières (depuis 1789 jusqu'en 1796)*..., t. I, Paris-Lyon 1797, pp. 77-86) parle de trois ecclésiastiques assassinés avec 8 (et non 7) officiers du Royal-Pologne, mais ne désigne nommément que l'abbé Régny, sorti de la prison de Rouanne à Lyon; une autre source (J.-B. MONFALCON, *Histoire de la ville de Lyon*, t. II, Lyon-Paris 1847, pp. 923-924) ne cite que deux ecclésiastiques, l'abbé Claude Régny et M. Joseph Lanoix, le premier sorti de la prison de Roanne (à Lyon), le second, surpris dans la rue avec les vêtements de sa servante.

Mon frère me prête sa voiture. L'on me donne un domestique jusqu'au Pont-de-Beauvoisin. Je me prends pour compagnon de voyage M. Roland, chanoine de St-Paul de Lyon et nous partons ainsi de Lyon de poste le lundi 10 septembre 1792 à 2 heures après midi. A l'entrée du pont de la Guillotière ²⁶, il fallut exhiber nos passeports à l'officier qui y commandait. A mesure que je m'éloignais de ma patrie qui m'est toujours chère, j'éprouvais des sentiments de joie de m'éloigner d'une terre qui me maudissait, ou plutôt mon caractère de prêtre, et des sentiments de tristesse de m'éloigner de tout ce que j'avais de plus cher au monde sans pouvoir présumer ou limiter le terme de cette cruelle séparation.

[La Verpillière, 10 septembre 1792]

De Lyon à La Verpillière, je n'éprouvai aucun événement qui put me causer quelque alarme. Arrivé à La Verpillière environ 4 heures du soir lundi 10, ma voiture est investie par une troupe de gardes nationales de Bordeaux qui y étaient en résidence depuis peu de temps. Le maire du lieu, qui était sur sa porte, nous interpelle d'un ton sec et impératif d'avoir à présenter nos passeports. Je descends de voiture avec mon compagnon de voyage et mon domestique. Nous entrons /p. 3/ chez le maire. Son appartement fut bientôt rempli de gardes nationales. Un officier à leur tête prend en main mon passeport, vérifie mon signalement et d'un ton absolu me demande qu'elle est ma profession.

– Aucune, répondis-je.

– Il n'est personne, me répliqua-t-il, qui n'ait une profession; vous êtes prêtre?

– Oui.

– Pourquoi votre passeport ne le porte-t-il pas?

– M. le maire de Lyon s'est refusé, sans doute pour de bonnes raisons, de laisser mettre cette qualité sur les passeports des ecclésiastiques.

– Votre maire ne sait ce qu'il fait; il me connaît et ne fait pas son devoir.

Et [il] dit d'un ton impérieux au maire présent, et qui gémissait, d'insérer ma qualité de prêtre sur mon passeport. Celui-ci, adroitement, feignit de condescendre à la demande ou plutôt à l'ordre de l'officier, replia et me rendit mon passeport sans y rien ajouter. Il ne me restait plus qu'à partir promptement pour éviter les dangers que nous courions en restant plus longtemps avec ces pirates inhumains. Et j'ai beau presser le postillon d'atteler avec promesse d'être bien payé – peine inutile – et cependant les gardes commencent à s'emparer de la voiture. Le maire, sa femme et d'autres personnes honnêtes gémissent et appréhendent tout pour nous. L'on me conseille de monter en voiture, j'y détermine mon compagnon de voyage qui s'y rend. Peu à peu les volontaires se retirent et, après bien des peines et prières, je parviens à faire atteler. Nous partons et je rends aussitôt de vives actions de grâce à Dieu de

²⁶ Un des ponts sur le Rhône, à Lyon.

nous avoir délivrés d'un danger réel. Notre vie me semblait très menacée, tout au moins nos hardes et effets. De ce moment, je perds la tranquillité, l'inquiétude me gagne et m'accompagne jusqu'aux limites des deux empires.

[Bourgoin, 10-11 septembre 1792]

/p. 4/ Je poursuis ma route jusqu'à Bourgoin. La nuit était close. Cette petite ville assez peuplée paraissait être en entier dans les principes de la révolution et disposée aux mêmes excès que les autres villes de France. C'était un lieu de terreur pour tous les pauvres ecclésiastiques. Arrivés à l'auberge avec mon compagnon, entendant de toutes parts propos et chansons conformes à la rage du moment, je refusai de manger à table d'hôte, occupée par nombre d'officiers des gardes nationales. Nous mangeons à la hâte, dans le silence, la crainte et l'effroi. Notre repas, inférieur pour nous trois à celui qu'aurait fait l'enfant du plus bas âge, fut payé à raison de 3 livres par tête. Nous déclarâmes ensuite à l'hôtesse que nous coucherions dans notre voiture sous prétexte que les lits manquaient et, au vrai, pour être plus à portée de nous échapper dans le cas où nous eussions été reconnus et poursuivis. Le mauvais accueil que nous avait fait la Municipalité, et surtout l'officier qui commandait le poste de l'hôtel de ville, nous détermina à hasarder une mauvaise nuit pour éviter un malheur. Avant le souper, après avoir pris la résolution de partir de très grand matin, n'ayant pu avoir des chevaux pour poursuivre notre route la nuit, nous nous présentâmes à la Municipalité pour y faire viser nos passeports suivant l'usage et, par cette démarche, être entièrement libres pour le lendemain. Là, nous fûmes traités avec le plus profond mépris, surtout mon domestique, qui en cette qualité reçut en propre les plus mauvais traitements, lui reprochant sa bassesse de faire un pareil métier. Le silence le plus profond fit toute notre harangue. Nous recueillîmes nos passeports que l'on jetait comme du pain à un chien et, suffisamment instruits des dispositions de la Municipalité, nous retournâmes à l'auberge et nous passâmes une partie de la nuit dans ma voiture. Je comptais les heures. L'inquiétude ne me permit pas /p. 5/ de fermer l'œil. A 2 heures du matin, je dépêche mon fidèle serviteur à la poste qui n'envoya des chevaux qu'à 5 h. Peu après, nous partons sans regrets.

[La Tour-du-Pin, 11 septembre 1792]

Nous avançons sur la Tour-du-Pin où nous arrivons sur les 9 h. et une foule innombrable de peuple, gardes nationales, troupes de ligne entourent le bureau où il fallait faire la déclaration et laisser visiter nos effets. A la vue de cette cohorte amoncelée sur le bureau, je tremble de nouveau. Cependant, je suis rassuré par l'ordre qui y règne. Plusieurs voitures arrivées et retenues pour le même sujet passaient à la vérification. Je reconnus plusieurs de nos compatriotes qui me rassuraient. L'honnêteté et l'intérêt que prenaient à nous

les commis de bureau me calmaient un peu. Des gardes à la porte me faisaient croire qu'il ne se passerait rien contre l'ordre. Le colonel d'un régiment de ligne, témoin la veille des excès auxquels les troupes s'étaient portées sur plusieurs prêtres qui avaient resté plusieurs heures entre la vie et la mort, témoin pareillement de l'attroupement qui régnait auprès du bureau, se présenta et, parlant d'un ton assez ferme, ordonna que l'on se retira, ajoutant que les voyageurs devaient jouir d'une entière liberté en vertu de la loi; et, cela dit, l'on se retire un peu au bureau. L'on nous fait faire la déclaration du numéraire que nous portons avec nous; l'on nous le fait même mettre sur le bureau. 5 à 6 louis en espèces seulement sont laissés à chaque voyageur et le surplus pris pour être remis à un correspondant en France. L'exhibition de mon petit numéraire me paraissait difficile à faire, l'ayant jeté dans la partie de la voiture qui renferme une des glaces. Je communiquai mon embarras à l'honnête commis qui insista pour /p. 6/ ma sûreté à retirer cet argent. Il eut l'honnêteté de m'accompagner à ma voiture environnée de soldats qui, témoins de mon embarras, commencent à murmurer. Le commis leur dit d'un ton tranquille que j'ai fait une déclaration et qu'il n'est là que pour recevoir ce que j'ai déclaré; enfin, après bien des peines et m'être froissés les mains, je parvins à retirer le petit paquet. Je le remis aussitôt au commis, déclarant hautement que je n'avais plus rien dans ma voiture. Les spectateurs, d'un ton assez ferme, dirent qu'ils allaient aussi chercher; je leur en donnai toute permission et leur abandonnai ma voiture. Ils ne firent cependant aucune recherche. Je présente ma petite bourse que j'eus le soin de diviser en en donnant la moitié à mon compagnon de voyage qui n'en avait point apporté avec lui. Il représenta, comme la lui appartenant, la somme que je lui avait remise. Elle se trouvait pour l'un et l'autre conforme au taux indiqué. Vérification faite de nos hardes, nous remontons en voiture et nous allons droit au Pont-de-Beauvoisin que j'envisageais comme un tombeau ou le terme de mes peines et inquiétudes.

[Les Abrets et Le Pont-de-Beauvoisin, 11 septembre 1792]

Plus heureux que beaucoup d'autres, nous passons sans aucun événement auprès du camp des Abrets, dont M. de Montesquiou ²⁷ était général. Nombre de soldats, surtout nationaux, nous regardent et ne nous disent rien. Insensiblement nous arrivons au Pont et débarquons au bureau. Là, même cérémonie qu'à la Tour-du-Pin, à cela près que nous fûmes palpés de toutes parts et de la manière la plus indécente pour savoir si nous n'avions point d'or caché sur nous. Nous y éprouvâmes de la part des commis même honnêteté et même intérêt qu'à la Tour. Nous fûmes expédiés assez promptement. Nous remontons en voiture pour passer les limites que nous trouvons encombrées par des forcenés. L'on arrête la voiture. L'on nous demande et prend avec fureur nos cocardes; l'on nous accable d'injures, d'imprécations. Un soldat

²⁷ Anne-Pierre, marquis de Montesquiou-Fezensac, 1739-1798, général commandant l'armée des Alpes, occupe la Savoie en 1792.

décharge un coup de /p. 7/ sabre sur la voiture et, ainsi, nos compatriotes, nos concitoyens nous font leurs adieux.

Je versai bientôt des larmes de joie de me trouver sur une terre étrangère où je croyais trouver sûreté et tranquillité. J'étais vraiment affecté de la manière dont les bons Savoyards nous regardaient, de l'intérêt qu'ils paraissaient nous porter par leurs simples regards et leurs salutations cordiales, triste mais vrai contraste entre eux et mes compatriotes, un lion rugissant, un tigre d'un côté et de l'autre, à un pas, un agneau. Mon premier soin fut de rendre de vives actions de grâce à Dieu de nous avoir préservés de tant de dangers. Ces sentiments de reconnaissance mêlés d'une joie pure m'occupaient dans ma route et je m'éloignai bien vite des mouvements de crainte et d'inquiétude qui m'agitaient depuis si longtemps et faisaient le tourment de ma vie. Je promenaï mes regards pendant la route sur les montagnes et vallons qui composent la partie de la Savoie depuis le Pont jusqu'aux Echelles, village auquel on arrive par un chemin pratiqué dans l'épaisseur du roc, sur lequel règne dans toute son étendue une nuée à hauteur d'appui et au bas duquel l'on aperçoit un précipice très profond dans lequel passe le Guiers (petite rivière qui sépare la France d'avec la Savoie et passe au Pont-de-Beauvoisin et, de là, se jette dans le Rhône).

[Les Echelles, 11 septembre 1792]

Arrivé au village des Echelles, nous allâmes nous présenter au commandant, qui nous reçut avec bonté et nous témoigna tout l'intérêt possible. Nous parcourûmes ensuite le village qui n'offre rien de curieux. Seulement à l'extrémité du village, sur le bord d'une rivière est un pont, partie en bois et partie en pierre, dépendant par moitié de la France et de la Savoie. Corps de garde et sentinelles des deux nations, chacune rière soi. Les Français y avaient élevés, sur leur bord, l'arbre de la liberté, les drapeaux et flammes tricolores qui paraissaient ne faire aucune envie aux Savoyards. Un détachement de 60 hommes seulement, piémontais, gardaient Les Echelles et les Français, au nombre de plusieurs milliers, bordaient les limites de la France. /p. 8/ Nous quittons ce lieu et nous entrons dans ce beau et superbe chemin, ou plutôt passage, pratiqué dans l'épaisseur d'une montagne de rochers, achevé sous Emmanuel II, duc de Savoie, grand-père du roi régnant²⁸. Les Romains, jadis, l'avaient entrepris et y avaient renoncé à cause de la grande difficulté de l'exécution, qui leur avait paru insurmontable. Le chemin a environ 15 à 18 pieds de large sur environ un quart d'heure de marche. Une montagne de rocher très élevée le domine. 50 hommes bien armés en défendraient le passage à une armée entière. Aussi, de ce côté, jamais la France n'a tenté d'entrer dans la Savoie. De distance en distance, nous rencontrions de petits corps piémontais

²⁸ Victor-Amédée III, 1726-1796, roi de Sardaigne 1773-1796, dont l'arrière-grand-père, Charles-Emmanuel II, 1634-1675, duc de Savoie 1638-1675 (régence de sa mère, Christine de Bourbon, sœur de Louis XIII, 1638-1663), a fait taillé le passage dont il est ici question.

qui nous firent représenter nos passeports. Dans l'endroit le plus isolé, un peu avant d'entrer dans ce chemin, ma voiture se rompit. Je commençais à craindre qu'il me fut impossible de la rétablir de manière à pouvoir nous conduire jusqu'à la 1^{re} poste; heureusement qu'un homme, perché sur une montagne, s'apercevant de notre embarras, descend et vient nous offrir ses services; une petite bergère va appeler son père et, au moyen d'une pièce de bois, de cordes, l'on remet la voiture en état de continuer notre route. A peine remontés en voiture, une pluie effroyable nous assaillit et nous contraignit de coucher à la 1^{re} poste, située au village des Chaînes ²⁹. La nuit fut assez bonne. Le lendemain nous partîmes pour Chambéry. La route est entièrement pratiquée dans un vallon, dominé par des montagnes très élevées. A quelque distance du lieu de notre départ, l'on aperçoit une nappe d'eau considérable qui sort des rochers et tombe peut-être de plus de 100 pieds de haut. Cette chute qui forme une petite cascade ³⁰ est curieuse et arrête le voyageur.

[Chambéry, 12-21 septembre 1792]

Environ sur les 10 h. du matin, nous /p. 9/ arrivâmes à Chambéry. Nous descendîmes à la poste, faubourg Montmélian. Le jour même nous prîmes un autre gîte à côté pour éviter la dépense. Dans cet intervalle, M. Roland me quitta et MM. de Jussieu, chanoines de St-Just et de Ste-Foy s'associèrent avec moi. Nous restâmes environ 4 jours à l'auberge; ensuite nous nous mîmes en pension chez Mme la veuve Demillière, rue Croix d'or, et nous logeâmes à côté. Là, j'ai mangé cinq jours et couché deux seulement; ma nourriture était sur le pied de 60 livres par mois qu'il avait fallu payer d'avance ainsi que le logement qui coûtait 10 livres par mois, sans y comprendre le bois, la lumière, domestique, etc., ce qui me constituait dans une dépense que j'étais décidé à terminer. Toutes ces avances ont été perdues. Chambéry est une petite ville assez mal bâtie, malpropre, qui n'offre rien de remarquable. Elle renferme une cathédrale composée de 12 chanoines. M. Conseil en est le premier évêque ³¹. Son palais est ce qui formait autrefois le couvent des Cordeliers, ainsi que l'église cathédrale. Les Cordeliers ont été transférés, lors de l'érection de l'évêché, aux Jésuites. L'église est assez jolie, grande, propre et réparée à neuf. Le château des ducs de Savoie est sur une hauteur et domine la ville. Il n'annonce point la majesté d'un souverain. Son antiquité seule lui

²⁹ Vraisemblablement sur la commune de St-Thibaut-de-Couz: «Dès 1699, St-Thibaut est doté d'un relais de poste tenu par la "dynastie" Vichet [...] Cet établissement célèbre et animé ne disparut que vers 1875.» (Philippe PAILLARD et collab., *Histoire des communes savoyardes*, t. II, Roanne 1984, 466 p.)

³⁰ Vraisemblablement la cascade de Couz (encore signalée aujourd'hui comme curiosité, cf. les *Guides bleus*: Dauphiné, Paris 1954).

³¹ Le diocèse de Chambéry est créé en 1779. Michel Conseil, 1716-1793, chanoine, official et vicaire général de Genève, nommé (1779) et sacré (1780) évêque de Chambéry refuse en 1792 de prêter le serment constitutionnel. (Roman D'AMAT et collab., *Dictionnaire de biographie française*, t. 9, Paris 1960.)

mérite quelque considération. C'est le lieu qu'habitent le major de la place et autres officiers supérieurs. Il s'y trouve aussi des casernes, quelque artillerie, une chapelle peu apparente au dehors et mesquine au dedans. M. de Collègue, major à cette époque, avait en cette qualité la police entière de la ville. C'est lui seul qui vise et donne les passeports. Cet homme paraissait doué d'un talent particulier pour cette place; il joignait à l'habileté et à la connaissance de ses devoirs toute la fermeté convenable. Sa taille est d'environ 6 pieds, d'ailleurs fort honnête et affable aux étrangers.

Une petite rivière borde la ville. /p. 10/ Elle se divise en petites parties pour l'utilité de la ville. Une promenade assez grande, mais peu entretenue est à l'extrémité du côté de la porte qui [va] à Aix. Tranquille dans cette ville, mon projet était de m'y fixer pendant mon exil, quoique tous les objets de consommation y fussent plus chers qu'aux environs. Cependant, à raison des ressources et agréments que l'on pouvait y avoir plus qu'ailleurs, je consentis à faire quelques sacrifices. Cependant, je n'ignorais pas que les Français, en grand nombre au fort Barraux, avaient des vues hostiles sur la Savoie. On cherchait à me rassurer sur cela et l'on y parvint au moment le plus inattendu. Samedi 21 septembre 1792, l'alarme se répand dans Chambéry. L'on y donne la nouvelle de l'attaque du fort Montmélian par les Français pendant la nuit, malgré une pluie effroyable, dans la dispersion des troupes piémontaises. Au même instant, je sors de la ville et je m'achemine du côté d'Aix. Le chemin était couvert de voitures, hommes, femmes, enfants, de tout âge et toutes conditions, se sauvent à pied à travers une pluie effroyable accompagnée d'orage. Elle accompagne les malheureux voyageurs au-delà d'Aix à 3 lieues de Chambéry, déjà excités par la crainte de l'ennemi que l'on imaginait être à notre poursuite. Quelques gouttes de vin et un peu de pain de temps à autre font toute notre nourriture; je me hâte avec mes compagnons, pour lors MM. de Jussieu, d'avancer sur Annecy. Chemin faisant, nous nous réunissons à MM. Rebourseau, chanoine de St-Nizier, et de la Richardie cadet [?], chanoine d'Ainay. Deux lieues avant d'arriver à Annecy, les jambes me manquent et, sans la complaisance de mes compagnons, je serais resté sur la route, ne pouvant trouver à prix d'argent aucune voiture ou monture pour me conduire à Annecy.

[Annecy, 21-22 septembre 1792]

Enfin, après des peines infinies, j'y parviens. M. Rebourseau, moins fatigué, avait pris les devants pour terminer une affaire à Annecy. La Providence lui fait trouver sur son chemin M. l'abbé Bertholet, vicaire général de Vienne en Dauphiné, logé au séminaire d'Annecy avec M^{gr} Davio ³² son archevêque; il lui fait offre d'aller coucher au séminaire. M. Rebourseau, obligeamment,

³² Charles-François d'Aviau du Bois de Sanzay, 1736-1826, archevêque de Vienne 1789-1801 (à la suppression du siège de Vienne), puis de Bordeaux 1802-1826 (*Helvetia sacra*, I, 3, pp. 333 et 356).

lui objecta qu'il n'était pas seul, qu'il avait un compagnon qui était extrêmement fatigué, et c'était moi. Il étend sa complaisance sur nous tous. Arrivés à Annecy nuit close, MM. Rebourseau et Bertholet nous attendent au lieu indiqué et ce /p. 11/ dernier, avec une générosité rare, nous conduit au séminaire, nous présente au Supérieur qui nous y combla de soins et d'honnêteté (M. Cau [?], Lazariste ³³). L'on servit à souper. Je préférerais de rester près du feu pour me sécher et me délasser. Je pris du vin avec du sucre. L'on fit bassiner nos lits. Je bénissais la Providence de nous avoir ménagé un asile que je n'aurais osé espérer. J'avais cependant un pressant besoin de me reposer. La multitude d'étrangers qui étaient déjà arrivés et qui remplissaient déjà les auberges de la ville ne nous permettaient pas d'espérer de trouver un lit. Je passe la nuit sans fermer l'œil; à 4 h. du matin, il faut se lever pour parcourir une carrière presque aussi longue que la ville. J'étais fort embarrassé, ne pouvant presque pas me remuer. La crainte qui m'agitait ne me permit pas de rester comme on me l'avait proposé. Avant de sortir du séminaire, nous entendons la messe (dimanche 22) et nous voilà en route. Je sentais d'avance l'impossibilité de suivre mes compagnons; je cherche infructueusement une voiture. Heureusement une voiture passe et, à l'aide de quelqu'un, l'on me fait monter derrière. Ainsi je chemine, mais non sans crainte de voir déloger par quelques mauvais compliments du cocher ou des maîtres; heureusement, quoique je fus aperçu, on ne me dit rien. A moitié chemin, il fallut cependant mettre pied à terre pour traverser une montée considérable; je descends et je me traîne; je connais pour lors le maître de la voiture, M. Balan d'Arnas qui fuyait avec ces dames, quoique je le connus que de vue et de nom. Je m'approche des dames, je les remercie de m'avoir souffert derrière leur voiture et tâche de me rendre intéressant auprès d'elles. J'en fais ensuite auprès de M. d'Arnas, je me nomme, ainsi que ces parents, mais sans doute beaucoup occupé de sa fuite et pensant peu dans ce moment à faire des compliments, il me répondit assez froidement qu'il consentait bien à me voir monter derrière sa voiture dans la plaine, mais non aux montées. Son observation était juste, mais je sentis bien vite qu'il me fallait user de cette ressource que dans la dernière extrémité.

[Carouge, 22 septembre 1792]

Heureusement, je rencontrai très près de là la voiture publique et, au moyen d'une étreinte [?], /p. 12/ je me pris place sur les paquets et j'arrivai à Carouge le soir, ville assez grande en face de Genève, dépendante de la Savoie. Une pluie abondante nous y accompagne. Les troupes du roi de Sardaigne en étaient sorties le jour même. L'esprit de patriotisme commençait

³³ Peut-être Antoine Clavel 1752-?, Lazariste (seul nom possible d'après Ch-M. REBORD et A. GAVARD, *Dictionnaire du clergé séculier et régulier du diocèse de Genève-Annecy dès 1535 à nos jours*, t. I, Bourg 1920, t. II, Annecy 1921). Les Lazaristes ou prêtres de la Congrégation de la Mission, fondés à Paris en 1625 par saint Vincent de Paul, ouvrent à Annecy en 1665 une maison de mission et tiennent le séminaire diocésain (Dom Romain CLAIR, «Les ordres monastiques et les congrégations religieuses en Savoie», dans *L'histoire en Savoie*, n° 68, 1982).

à s’y développer; l’on y arborait déjà la cocarde tricolore. Rien ne m’engageait à y coucher. Les portes de Genève, où nous avions projeté d’aller coucher, étaient fermées aux étrangers; il fallut renoncer au projet d’y entrer pour, de là, nous embarquer sur le lac et aller droit à Lausanne. Inquiets pour lors sur la nuit à passer à Carouge, nous prîmes la résolution d’arrêter nos places dans la voiture publique qui devait partir de Carouge pour Evian, le lendemain matin.

[Chêne-Bourg, 22-23 septembre 1792]

Nous payons à raison de 12 livres par tête et nous allons coucher à une lieue de là dans un bourg appelé Chêne, dépendant de la Savoie et de la république de Genève par moitié. Nous entrons dans une auberge sur la partie de la république, espérant y trouver repos et tranquillité. A notre arrivée, l’alarme y était déjà répandue. Des voyageurs de notre bord en sortent bien promptement, quoique à nuit close. Un officier de la milice du lieu, pour lors en fonction, vient et nous rassure au moins pour la nuit ainsi que l’hôte et, pour lors, nous nous décidons à coucher. Notre souper fut du pain et du fromage, de la paille pour lit. Le lendemain, de grand matin, nous sommes sur pied pour attendre le carrosse qui partait de Carouge et devait nous conduire à Evian. A 7 h. il devait passer et à 10 1/2 il ne l’était pas. Nous dépêchons un exprès qui ne revient point. M. de Jussieu, qui tramait depuis quelques temps le projet de retourner à Lyon, fatigué de tous les ennuis qu’il éprouvait comme nous, me dit qu’il allait au-devant du carrosse et que, s’il n’arrivait pas, il partirait pour Lyon. Nous attendons vainement, pendant plusieurs heures, le carrosse, M. de Jussieu et le messenger. L’inquiétude nous gagnant, toujours par la crainte de voir /p. 13/ entrer l’ennemi que l’on assurait être à Carouge, les dispositions se faisant à Chêne en conséquence, après mûre délibération et avis pris des personnes du pays, nous nous décidâmes à changer de route et à aller sur Bonneville pour traverser ensuite les montagnes de la Savoie.

[Bonneville, 23 septembre 1792]

Ce que nous fîmes en prenant une carriole jusqu’à Bonneville, capitale du Faucigny, distante de Chêne d’environ 4 lieues (48 livres pour le maître et 6 livres pour [les] étreennes). Les troupes du roi de Sardaigne en étaient parties la veille; nous apercevons de petits groupes d’hommes, quelques cocardes nationales de France. Rassurés cependant par quelques personnes, nous nous décidons à y coucher environ 6 heures du soir à la tombée de la nuit. Un domestique de l’auberge vient nous avertir qu’il y a déjà des officiers français à La Roche, distante de 2 à 3 lieues de Bonneville. Au même instant, sans chercher à prendre quelques éclaircissements, pressés par la crainte, nous prenons notre parti et partons pour Taninges.

[Taninges, 23-24 septembre 1792]

La longueur du chemin ne nous était point connue et il eut été impossible de faire cette route à pied. Heureusement qu'au sortir de Bonneville, nous trouvâmes un cheval que nous louâmes jusqu'à Taninges. Décidés à nous en servir alternativement, plus heureusement encore nous rencontrâmes un char à 4 roues sur lequel je pris place. Chemin faisant, nous sommes accostés par une bande d'ecclésiastiques fuyards et aussi épouvantés que nous. Un d'entre eux était travaillé par la fièvre et prend place à côté de moi sur la voiture. A moitié chemin, le conducteur s'arrête dans une maison sur la route. Nous l'attendons tranquillement à la belle étoile, ou plutôt avec la pluie. Quelques instants s'écoulaient et nous voyons arriver la maîtresse de la maison avec une de ses filles, venir nous prier instamment d'aller prendre quelque chose, nous réchauffer. Honnêtement, nous refusons. Ces dames insistent et nous nous rendons. Le maître de la maison (avocat à Chambéry), avec sa femme et sa fille qui étaient venues nous prier de descendre, nous accueillit de la manière la plus affectueuse. Ils nous conduisent auprès d'un bon feu, ils nous entourent avec toute la famille et, tout en nous plaignant, nous disent les choses les plus flatteuses. L'on nous propose avec instance de la liqueur dont j'acceptai seul une goutte par complaisance. La dame de la maison jugea bien que /p. 14/ ce n'était pas ce qui convenait; aussitôt elle nous fait préparer un lait de poule qui nous fit grand bien. Confus de tant d'honnêteté, je ne pouvais y répondre qu'avec des louanges et compliments que je fis en sorte de leur procurer amplement. L'on nous reconduit à notre voiture et nous suivons notre route jusqu'au pied d'une montée assez forte où il fallut mettre pied à terre (mes compagnons de voyage n'assistèrent point à cette halte; avec leur cheval, ils avaient pris les devants et arrivèrent à Taninges 2 h. avant moi). La pluie se faisait sentir, l'air était froid, la boue était fatigante. Je croyais qu'il y avait peu de chemin à faire de cette manière; il fallut au moins une heure pour arriver à Taninges et moi, toujours à pied, ayant abandonné après la montée ma place sur le char à quelqu'un qui paraissait en avoir un besoin pressant. A minuit, j'arrivai à l'auberge où étaient descendus mes camarades qui avaient eu le soin de me retenir la moitié d'un lit, où je me mis après avoir pris un bouillon et un air de feu; je dormis assez bien, je réparerai un peu mes forces.

[Morzine, 24-25 septembre 1792]

Le lendemain de bon matin, nous faisons chercher des chevaux et nous faisons prix pour 3. Au moyen de 96 livres pour nous conduire avec un guide jusqu'à Monthey, petite et première ville du Bas-Valais. Après avoir pris une petite réfection, je m'affuble d'une couverture que je venais d'acheter et nous partons. Le froid et la pluie nous gagnent bientôt et nous tiennent fidèle compagnie pendant plus de trois heures. Nous passons par des chemins diaboliques, montueux, tortueux, en travers des vallons, des bois de sapins où la

pluie se convertit en neige. Les vallons que nous parcourûmes, qui ne renferment que des prés avec des maisons en bois, doivent être délicieux dans la belle saison, mais horrible dans l'arrière-saison. Nous arrivons enfin à Morzine, petit village et dernier village de la Savoie, entouré de montagnes dont la cime est presque toujours couverte de neige. Nous descendîmes dans une méchante auberge, la meilleure du pays. Notre premier soin fut de nous sécher et de nous réchauffer. /p. 15/ Le temps étant très mauvais et la pluie tombant avec abondance, nous résolûmes, contre notre première détermination, d'y passer la nuit sur de la mauvaise paille et une très méchante et sale couverture. Le lendemain, nous sommes sur pied de bonne heure. Le temps était toujours affreux. Nous voulions partir et les plus hardis nous en dissuadèrent. On nous faisait même craindre pour notre vie en traversant la montagne de Coux, ou Col, qui limite à son extrémité, ou plutôt à son sommet, la Savoie d'avec le Valais. Là se trouve une croix qui sert de borne. J'opinais fort pour séjourner à Morzine et attendre la cessation de la pluie et que le brouillard ne fut plus sur la montagne. Nos guides et nos compagnons persistent dans leur première intention de poursuivre leur route.

[Col de Coux, 25-26 septembre 1792]

Nous nous acheminons vers cette haute et affreuse montagne couverte de plus d'un pied de neige sans aucun sentier, sans aucune indication, un brouillard épais qui ne permettait presque pas de s'orienter. Nous grimpons avec nos chevaux les chemins aussi montueux que des échelles. Bientôt nous voyageons dans la neige, souvent avec de la neige jusqu'au ventre des chevaux et ainsi, pendant 3 h. jusqu'au sommet. Nos guides qui nous frayaient le chemin n'étaient presque pas sans inquiétude. Enfin, après bien des peines, nous apercevons la croix qui sert de limite. Notre joie ne fut pas petite. Là, nous mîmes pied à terre pour descendre cette diabolique montagne à travers la neige qu'un vent du Sud commençait à faire fondre, conséquemment dans l'eau et la boue jusqu'aux genoux. A peu de distance, nous trouvons une petite chaumière où nous nous reposâmes ainsi que nos chevaux. La précaution que nous avions prise de prendre du pain avec nous fut très utile puisqu'il n'y en avait pas vestige dans cette cabane. L'on nous donne du lait chaud que l'on verse dans un vase de bois bien propre d'un pied de diamètre sur autant de hauteur. Nous mettons du pain dedans et mangeons ainsi à la gamelle avec de larges cuillers de bois qui auraient pu servir au besoin de cuillers à pot. Ce repas frugal fut excellent et nous fit grand bien et grand plaisir. La bonne femme qui nous recevait de son mieux eut pour récompense, outre ce qui lui revenait, du pain dont elle n'avait pas mangé depuis quelques temps. Ce petit présent la combla de joie. /p. 16/ Nous trouvâmes dans cette chaumière trois ecclésiastiques, dont l'un (le curé de Juliéna dans le Mâconnais) était couché dans un mauvais grabat, les deux autres lui tenant compagnie et faisant auprès de lui fonction de garde-malade. Les trois ecclésiastiques, réunis avec beaucoup d'autres, traversaient la montagne de Coux à pied. A une certaine

distance, les forces manquent complètement à M. le curé de Juliéna (M. Caume [?] ³⁴). Les secours de ses compagnons de voyage deviennent insuffisants; ils désespéraient presque de sa vie et, infailliblement, il l'aurait perdue, s'ils n'eussent trouvé une mesure abandonnée dans cette saison. Elle renfermait du foin et du bois. L'on y transporte le malade et deux de la compagnie restent avec lui. Accablés par la fatigue, leurs habits percés par la pluie, transis de froid, sans aucune provision de bouche, ils mettent le malade dans le foin et se décident à passer ainsi la nuit. Cependant le froid se faisait sentir. Heureusement des muletiers passent, leur donnent du feu et en allument dans la cabane. Ce secours inattendu les ranime et [ils] passent leur temps partie auprès du feu et partie dans le lit. Le lendemain, l'on va chercher quelqu'un pour aider à transporter le malade jusqu'à la chaumière où il fut déposé sur un méchant grabat et y resta plus de 24 h. Le pain leur manquait et nous fûmes assez heureux pour leur en offrir un peu. Le surlendemain, ces messieurs partirent et se rendirent en Valais.

[Champéry, Val-d'Illiez, Troistorrents, Monthey, 26-27 septembre 1792]

Après leur avoir fait les souhaits les plus heureux, nous continuons à descendre la montagne pédestrement toujours dans la neige et la boue. Après environ une heure de marche, nous remontons à cheval, complètement mouillés. Nous suivons des bois, vallons bordés des plus hautes montagnes, la pluie toujours sur le corps. Nous passons par Champéry, petit et mauvais village bâti en bois et nous arrêtons pour nous rafraîchir à Val-d'Illiez. Peu après ce village, nous en traversons un autre nommé Troistorrents, où nous voyons une petite rivière ou plutôt un écoulement des montagnes très curieux par sa pente très rapide sur un rocher vif et coupé par les eaux en sens différents et inégaux; c'est plutôt une chute qu'une pente. Nous n'aperçûmes rien de curieux le reste du chemin jusqu'à Monthey où nous arrivâmes le soir et passâmes la nuit dans une assez mauvaise auberge. Cette petite ville /p. 17/ est située dans un espace assez évasé, mal bâtie, contenant environ 4 ou 500 communians. Elle a un gouverneur qui dépend du souverain du Valais; sa fonction n'est que pour deux années après lesquelles il faut nécessairement qu'il cède la place à un autre.

[Saint-Maurice, dès le 27 septembre 1792]

De Monthey à Saint-Maurice, il y a environ une bonne lieue. Le chemin est beau. Nous parcourûmes cet espace et arrivâmes à Saint-Maurice. En entrant, l'on trouve à droite le château qui est la résidence du gouverneur; en bas, les portes étaient gardées par une sentinelle; à côté, celles qui ferment le

³⁴ D'après ABBET, Joseph-Mathieu Gomme, curé de Juliennaz (à St-Maurice, loge chez M. de Nucé).

pont qui est sur le Rhône qui conduit sur le territoire de Berne où il se trouve un corps de garde de ce canton. La garde à l'entrée de Saint-Maurice nous demanda nos passeports. Ensuite, nous allâmes coucher à l'hôtel de l'Ecu du Valais où nous fûmes aussi bien qu'on pouvait l'être avec la multitude d'ecclésiastiques qui y étaient arrivés. La police exige que, lorsqu'on veut faire quelque séjour dans cette ville, l'on se présente devant M. le châtelain pour en obtenir la permission. Nous nous disposions à remplir cette formalité, lorsque nous apprîmes que MM. les Supérieur Gazagnol [?] et Directeurs, MM. Petit, Piquet, Martin, Molin, Mermet ³⁵, etc., étaient résidents dans cette ville. Nous courons aussitôt et nous avons le plaisir de nous embrasser. Quelques instants après arrive Mgr de Galard de Théraube ³⁶, évêque du Puy, émigré et logé à l'abbaye de Saint-Maurice. M. de Quartéry, châtelain, l'accompagnait. Là, nous nous présentâmes à M. le châtelain, demandant modestement et simplement quelques jours de séjour pour nous remettre de nos fatigues et nous procurer quelques effets dont nous manquions entièrement (comme des souliers). Il nous accorde gracieusement notre demande. MM. de Saint-Sulpice ³⁷, secondés par l'évêque du Puy, manifestèrent de l'intérêt pour nous. M. le châtelain commença à en prendre et, après quelques compliments, l'on se sépara. Nous désirions fort fixer notre séjour dans cette ville, mais on avait lieu de craindre que l'on ne le voulut pas, d'après les ordres qui avaient été donnés de faire filer tous les étrangers. Convaincus que nous ne pourrions réussir dans le premier projet, nous prîmes la résolution d'aller à Sion, capitale du Haut-Valais et séjour de l'évêque. M. Rebourseau ³⁸, moins fatigué et plus hardi que nous, se présente le soir même chez M. le châtelain pour lui faire une visite d'honnêteté. Le lendemain matin, nous y allons tous les trois. Nous fûmes très bien reçus. Mme de Quartéry, femme de M. le châtelain et Mlle de Monthey sa nièce se trouvaient à notre audience. Là, nous commençâmes à donner quelques connaissances sur nous, notre état, nos malheurs, notre lassitude extrême, enfin nous fîmes en sorte d'intéresser /p. 18/ M. le châtelain en notre faveur, ce qui ne fut pas difficile. Sa femme et sa nièce s'y prêtèrent de la meilleure grâce. Ils se proposèrent tout bas quelques moyens de nous loger et aussitôt M. le châtelain adressa la parole à un de ses parents du même nom, qui était présent, de nous prendre en pension, de faire sur cela ses réflexions promptement et qu'à son refus, il nous placerait chez M. son père, logé au-dessus de lui. Cette proposition nous combla de joie; nous entrevîmes bien vite que nous ne sortirions point du pays. Le parent

³⁵ D'après ABBET, il s'agirait de MM. Guillaume-Joseph Gazaniol, vicaire général de Lyon et supérieur du séminaire de St-Irénée (chez M. Desloges), Piquet, directeur du séminaire de St-Irénée (chez M. Dupré), Gilbert Martin, supérieur de la communauté des philosophes au même séminaire (chez M. Desloges), Antoine-Alexis Molin, directeur et économiste du même séminaire (chez M. Desloges), Pierre-Joseph Mermet, professeur de morale au même séminaire (chez M. Desloges). M. Petit ne figure pas dans la liste d'ABBET.

³⁶ D'après ABBET, Mgr Marie-Joseph de Galard de Théraube, évêque du Puy.

³⁷ Ce sont les prêtres mentionnés à la note 35.

³⁸ D'après ABBET, François-Joseph Rebourseau, vicaire général de Mâcon, chanoine de St-Nizier à Lyon (chez le banneret de Quartéry).

de M. le châtelain ayant refusé après quelques réflexions, aussitôt M. le châtelain monte chez M. son père pour lui en faire la proposition. Celui-ci ainsi que Madame étaient pénétrés de la meilleure volonté, mais ils objectaient que nous serions trop mal et que nous vivrions avec des gens âgés et sourds. Nous tranchâmes bientôt la difficulté et témoignâmes le plus grand empressement de vivre avec eux, que l'asile, quel qu'il fût, nous conviendrait toujours. Ces braves gens se rendirent à nos désirs et, dès le jour même, nous nous introduisîmes. Le dîner fut presque notre première visite. Nous fûmes comblés d'honnêteté par nos nouveaux hôtes qui nous firent préparer une chambre assez grande, prenant ses jours sur le plus bel espace de la ville, avec deux lits, dont j'en occupai un à moi seul. Pour la première fois depuis notre départ de Chambéry, nous passâmes la nuit dans un vrai lit et nous dormîmes bien. Les jours suivants, toujours même honnêteté et excuses de nos bons hôtes. Nous proposâmes ensuite à Madame de fixer notre pension, ce qu'elle refusa, ajoutant obligeamment qu'il ne fallait point prendre d'engagements avant de savoir si leur manière de vivre nous conviendrait. Nous lui répondîmes sur le même ton d'honnêteté en lui déclarant qu'elle serait la maîtresse de fixer le prix comme elle le jugerait à propos et partîmes de là pour vivre et nous conduire chez elle comme des enfants de la maison, ainsi dénommés par nos bons hôtes. Cette maison était composée de M. de Quartéry père, banneret de Saint-Maurice, celui qui se trouve à la tête d'un certain nombre /p. 19/ de troupes et qui a chez lui la bannière ou drapeau, place très honorable et importante dans cette petite république alliée des cantons suisses (on ne l'appelle ordinairement que M. le banneret; Mme son épouse, Mme la bannerette), un frère aîné à M., sourd et presque aveugle. M. de Quartéry fils cadet, frère de M. le châtelain, avec Mme son épouse [...] logeaient sous le même toit et mangeaient avec nous.

est situé dans un espace assez vaste, mal bâtie, contenant environ 1,000 communiants -
 elle a un gouverneur qui dépend du souverain du valley. Sa fonction n'est que pour 2 années
 après les quelles il faut nécessairement qu'il cède la place à un autre. Sa résidence à St Maurice
 il y a environ une bonne lieue. Le chemin est beau - nous parcourûmes et par un et arrivâmes
 à St Maurice. en entrant l'on trouve à la droite le château qui est la résidence du gouverneur
 en bas les portes gardées par une sentinelle, à côté celles qui forment le pont qui est sur le
 rhône qui conduit sur la territoire de Suisse on y se trouve une compagnie de garde de la canton
 la garde à l'entrée de St Maurice nous demandât nos papiers, ensuite nous allâmes visiter
 à l'hôtel de l'endroit valley où nous fûmes aussi bien qu'on pourroit l'être avec la multitude
 d'ecclésiastiques qui y étoient arrivés. La police exige que lorsqu'on veut faire quelques
 séjour dans cette ville, que l'on se présente d'avance au le chancelier pour en obtenir
 la permission. nous nous disposions à remplir cette formalité, lorsque nous apprîmes
 que sur des supérieurs, jerguel, et directeurs, un petit poignet, martin, molin, mesant et -
 étoient résidents dans cette ville - nous courûmes aussitôt et nous avons le plaisir de nous
 embrasser. quelques instants après arrivèrent sur le galon de theracoube avec du gny
 cinq ou six logés à l'abbaye de St Maurice. un de quaterly chancelier l'accompagnant
 la nous nous présentâmes avec le chancelier, demandant modestement et simplement
 quelques jours de séjour pour nous recueillir de nos fatigues et nous procurer
 quelques effets dont nous manquions entièrement (comme des souliers) il nous -
 accorda gracieusement notre demande, un de St Julica secondé par le gny
 manifestèrent de l'intérêt pour nous, et le chancelier commença à se pencher
 et après quelques compliments l'on se séparât. nous désirions fort fixer notre
 séjour dans cette ville mais nous avions lieu de craindre que l'on ne la
 voulait pas l'après les ordres qui avoient été donnés de faire filer toute la
 et ranger. convaincus que nous ne pourrions réussir dans le premier projet, nous
 prîmes la résolution d'aller à notre capitale du haut valley et séjour de 10 jours
 un tabourneau moins fatigué et plus libre que nous se présente le soir même chef -
 au le chancelier pour lui faire une visite d'honnêteté. Le lendemain matin
 nous y allâmes toute les trois, nous fûmes très bien reçus, un de quaterly femme
 de un le chancelier et nous de monter la ville de trois à côté de notre auberge
 la nous commença à donner quelques conseils sur nous, notre état
 nos malheurs, notre l'aptitude extrême, enfin nous fûmes arrivés à l'intérieur -